



**PRÉFET
DE L'ESSONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ INTER-PRÉFECTORAL n° 2023-PREF/DCPPAT/BUPPE/225 du 21 novembre 2023

**portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation
environnementale concernant le renouvellement de l'arrêté inter-préfectoral
n° 2021/PREF/DCPPAT/BUPPE/282 du 28 décembre 2021 autorisant le rejet dans l'Orge des
eaux pluviales de la plate-forme aéroportuaire de Paris-Orly et le projet d'aménagement du
parc d'activités des Avernaises de la plate-forme aéroportuaire de Paris-Orly sur les
communes de Wissous et Paray-Vieille-Poste**

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

LA PRÉFÈTE DU VAL-DE-MARNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants, L.181-1 et suivants, et R. 181-36 à R.181-38, L.211-7, L.214-1 et suivants, R.214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

VU le décret du 10 février 2021 portant nomination de Madame Sophie THIBAUT, préfète hors-classe, en qualité de préfète du Val-de-Marne;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Bertrand GAUME Préfet, hors-classe, en qualité de Préfet de l'Essonne;

VU l'arrêté préfectoral n° 2005-DDAF-SE-1193 du 21 décembre 2005, modifié par l'arrêté préfectoral n° 2010-DDT-SE-1120 du 13 octobre 2010, fixant la répartition des compétences entre les services dans le domaine de la police et de la gestion des eaux superficielles, souterraines et de la pêche;

VU l'arrêté du 20 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, du 1^{er} décembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures

VU l'arrêté inter-préfectoral n° 2014.DDT-SE-275 bis du 2 juillet 2014 approuvant le schéma d'aménagement et de gestion des eaux révisé du bassin Orge-Yvette ;

VU l'arrêté inter-préfectoral n° 2017-1415 du 19 avril 2017 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Bièvre ;

VU la contribution du Service police de l'eau du Val-de-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France en date du 28 février 2020 ;

VU la demande présentée le 2 janvier 2023, complétée le 22 mai 2023, par laquelle le groupe Aéroport de Paris (ADP) sollicite l'autorisation environnementale, au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques, concernant la demande de renouvellement de l'arrêté inter-préfectoral n° 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/282 du 28 décembre 2021 autorisant le rejet dans l'Orge des eaux pluviales de la plate-forme aéroportuaire de Paris-Orly et portant autorisation environnementale pour l'opération « Orly Parc Ouest » sur la commune d'Athis-Mons au sein de la plate-forme aéroportuaire de Paris-Orly;

VU l'avis de l'office français de la biodiversité, en date du 16 janvier 2023;

VU l'avis de l'agence régionale de santé du département de l'Essonne en date du 16 janvier 2023;

VU l'avis de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports en date du 14 février 2023;

VU l'avis de l'autorité environnementale, en date du 26 juillet 2023 ;

VU l'avis de la commission locale de l'eau du SAGE de la Bièvres, en date du 28 juillet 2023 ;

VU le mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale, en date du 18 octobre 2023 ;

VU l'avis de recevabilité émis par le Bureau de l'eau de la Direction Départementale de Territoires de l'Essonne, en date du 26 octobre 2023;

VU la décision n° E23000068/78 du Tribunal Administratif de Versailles en date du 13 novembre 2023 désignant une commission d'enquête;

CONSIDÉRANT qu'au regard des dispositions des articles R. 181-16 à R. 181-17 et R. 181-36 du code de l'environnement, le dossier est jugé régulier et qu'il y a lieu de soumettre cette demande à enquête publique,

APRÈS concertation avec la commission d'enquête,

SUR proposition des Secrétaires Généraux des préfectures de l'Essonne et du Val-de-Marne,

ARRÊTENT

ARTICLE 1^{er} : OBJET ET DATES DE L'ENQUÊTE

Une enquête publique de 37 jours consécutifs sera ouverte du lundi 8 janvier 2024 (9h00) au mardi 13 février 2024 inclus (17h00) relative à la demande d'autorisation environnementale au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques concernant :

- le renouvellement de l'arrêté inter-préfectoral n° 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/282 du 28 décembre 2021 autorisant le rejet dans l'Orge des eaux pluviales de la plate-forme aéroportuaire de Paris-Orly localisée sur le territoire des communes d'Orly, Rungis, Thiais, et Villeneuve-le-Roi (94), Athis-Mons, Chilly-Mazarin, Morangis, Paray-Vieille-Poste, et Wissous (91) et portant autorisation environnementale pour l'opération Orly Parc Ouest sur la commune d'Athis-Mons au sein de la plate-forme aéroportuaire de Paris-Orly.

- le projet d'aménagement du Parc d'activités des Avernaises de la plate-forme aéroportuaire de Paris-Orly sur les communes de Wissous et Paray-Vieille-Poste.

Cette demande d'autorisation environnementale est sollicitée par le maître d'ouvrage, le groupe ADP dont le siège social est sis 1 rue de France – 93290 Tremblay-en-France (affaire suivie par Mme Alba DESMAREST – responsable procédure environnement et urbanisme – courriel : autorisation.environmentale@adp.fr). Elle concerne les communes suivantes :

en Essonne : Athis-Mons, Chilly-Mazarin, Morangis, Paray-Vieille-Poste, Vigneux-sur-Seine et Wissous.

dans le Val-de-Marne : Ablon-sur-Seine, Alfortville, Choisy-le-Roi, Ivry-sur-Seine, Orly, Rungis, Thiais, Villeneuve-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges et Vitry-sur-seine.

Ces travaux sont inscrits à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement sous les rubriques suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha.	Autorisation
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha.	Autorisation
3.3.3.0	Canalisations de transports d'hydrocarbures liquides ou de produits chimiques liquides de longueur supérieure à 5 kilomètres ou dont le produit du diamètre extérieur par la longueur est supérieur à 2 000 m ² .	Autorisation
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	Déclaration
2.2.1.0	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets mentionnés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages mentionnés à la rubrique 2.1.1.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant supérieure à 2 000 m ³ / j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau.	Déclaration
2.2.3.0	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets réglementés au titre des autres rubriques de la présente nomenclature ou de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9, le flux total de pollution, le cas échéant avant traitement, étant supérieur ou égal au niveau de référence R1 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent.	Déclaration

L'autorité chargée de coordonner l'organisation de l'enquête et d'en centraliser les résultats est le Préfet de l'Essonne.

ARTICLE 2 : MESURES DE PUBLICITÉ

L'arrêté d'ouverture d'enquête, l'avis d'enquête, le résumé non technique de l'étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale seront mis en lignes sur les sites internet des services de l'État :

- en Essonne : www.essonne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Eau/Autres-autorisation/Wissous-adp-plate-forme-aeroportuaire-paris-orly

- dans le Val-de-Marne: www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-et-concertations-prealables

Le public est informé de l'ouverture de l'enquête par avis publié en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux diffusés dans les départements de l'Essonne et du Val-de-Marne.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute sa durée, cet avis sera publié par voie d'affiches dans les mairies mentionnées à l'article 1^{er} du présent arrêté, en préfecture de l'Essonne et du Val-de-Marne sur les panneaux réservés à cet effet.

Il pourra faire également l'objet d'une publication par voie dématérialisée (site internet des communes, panneaux électroniques d'affichage) et d'une publication dans le journal d'information municipale ou tout autre moyen.

En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le groupe ADP devra procéder à l'affichage lisible de la voie publique du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, en respectant les modalités définies par l'arrêté ministériel du 9 septembre 2021.

L'accomplissement de ces formalités devra être justifié par un certificat d'affichage du Directeur d'ADP, de la Préfète du Val-de-Marne, du Préfet de l'Essonne et des Maires transmis au Préfet de l'Essonne (Préfecture de l'Essonne – Direction de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial – Bureau de l'Utilité Publique et des Procédures Environnementales - TSA 51101 - 91010 Evry-Courcouronnes Cedex).

Dès la publication du présent arrêté, toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête à l'adresse visée ci-dessus.

ARTICLE 3 : CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUÊTE ET OBSERVATIONS DU PUBLIC

Le dossier d'enquête comprenant notamment le dossier de demande d'autorisation environnementale, le résumé non technique de l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et un registre d'enquête, préalablement ouvert, côté et paraphé par l'un des membres de la commission d'enquête, sont déposés en mairies de **Wissous**, siège de l'enquête, de **Paray-Vieille-Poste** et d'**Orly** et mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête publique, aux jours et heures d'ouverture des bureaux, à avoir :

Mairie de Wissous – siège de l'enquête – (Services Techniques - 21, rue Ampère – 91320 Wissous)

- les lundi, mardi, mercredi, et vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
- le jeudi de 9h00 à 12h00 fermé l'après-midi

Mairie de Paray-Vieille-Poste - (Services Techniques - 83, avenue Paul Vaillant Couturier- 91550 Paray-Vieille-Poste)

- les lundi, mercredi et vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30
- le mardi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 18h00
- le jeudi de 13h30 à 18h00, fermé le matin

Mairie d'Orly - (Guichet unique Centre Administratif municipal - 7, avenue Adrien Raynal – 94310 Orly)

- les lundi, mardi, mercredi et vendredi de 8h45 à 12h30 et de 14h00 à 17h30
- le jeudi de 14h00 à 17h30 fermé le matin
- le samedi de 8h45 à 11h45

En outre, les pièces du dossier d'enquête seront consultables sur un poste informatique, mis gratuitement à disposition du public en mairie de Wissous, siège de l'enquête, aux horaires précités d'ouverture des bureaux au public.

Les pièces du dossier seront consultables sur les sites internet des services de l'État :

- en Essonne : www.essonne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Eau/Autres-autorisation/Wissous-adp-plate-forme-aeroportuaire-paris-orly
- dans le Val-de-Marne : www.val-de-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-et-concertations-prealables

Les observations et propositions du public pourront être soit :

- déposées sur les registres d'enquête papier mis à disposition en mairies de Wissous, Paray-Vieille-Poste (91) et d'Orly (94), pendant les heures normales d'ouverture des bureaux au public mentionnées ci-dessus.

- déposées par voie électronique, sur le **registre dématérialisé** accessible sur le poste informatique mis à disposition à la mairie de Wissous (siège de l'enquête) ou via les sites internet de l'État mentionnés ci-dessus, **du lundi 8 janvier 2024 (9h00) au mardi 13 février 2024 inclus (17h00)**.

- reçues, de manière écrite ou orale, par l'un des membres de la commission d'enquête aux jours et aux heures de permanence fixés par l'article 4 ci-dessous.

- adressées au président de la commission d'enquête :

- par courrier envoyé au siège de l'enquête (Mairie de Wissous, Place de la Libération 91320 Wissous à l'attention du président de la commission d'enquête). Elles seront tenues à la disposition du public à la mairie de Wissous, dans les meilleurs délais et devront parvenir suffisamment tôt avant la clôture de l'enquête pour être annexées au registre papier (soit le mardi 13 février 2024 avant 17h00).
- Par courrier électronique reçu jusqu'au mardi 13 février 2024 avant 17h00 à l'adresse suivante : pref91-adp-orly-wissous@mail.registre-numerique.fr

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que celles inscrites sur les registres papier seront consultables à la mairie de Wissous, siège de l'enquête. Celles transmises par voie électronique sont consultables sur le registre dématérialisé visé ci-dessus.

Elles sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Toutes les informations relatives à ce dossier pourront être obtenues auprès du pétitionnaire dont les coordonnées sont mentionnées à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4 : PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

Par décision du Tribunal Administratif de Versailles en date du 13 novembre 2023, une commission d'enquête a été désignée. Elle est composée ainsi qu'il suit :

- Président : Monsieur Michel RIOU, chef de projet industriel, en retraite,
- Titulaires : Monsieur Christian LAMARCHE, architecte-urbanisme, en retraite,
Monsieur Jean-Claude BOHL, ingénieur d'essais en soufflerie, en retraite.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour informer et recevoir les observations écrites et orales faites sur ce projet, en mairie de Wissous – siège de l'enquête – (Services Techniques – 21 rue Ampère 91320 Wissous), en mairie de Paray-Vieille-Poste (Services Techniques – 83 avenue Paul Vaillant Couturier 91550 Paray-Vieille-Poste), et en mairie d'Orly (Guichet unique Centre Administratif municipal - 7 avenue Adrien Raynal 94310 Orly) aux dates et heures précisées ci-dessous :

Essonne	
WISSOUS	- lundi 8 janvier 2024 de 15h00 à 17h30 - mardi 23 janvier 2024 de 14h30 à 17h00 - mercredi 7 février 2024 de 9h00 à 12h00 - mardi 13 février 2024 de 14h00 à 17h00
PARAY-VIEILLE-POSTE	- vendredi 19 janvier 2024 de 9h00 à 12h30 - jeudi 1 ^{er} février 2024 de 14h30 à 17h30
Val-de-Marne	
ORLY	- samedi 13 janvier 2024 de 9h15 à 11h45 - samedi 27 janvier 2024 de 9h00 à 11h45 - samedi 10 février 2024 de 8h45 à 11h45

La commission d'enquête pourra auditionner toute personne qu'il lui paraîtra utile de consulter pour compléter son information.

ARTICLE 5 : CLÔTURE DE L'ENQUÊTE

A l'expiration du délai d'enquête, les registres au format papier et les documents éventuellement annexés seront remis ou transmis sous pli recommandé, avec avis de réception, au Président de la commission d'enquête pour être clos par lui. Le registre dématérialisé sera clos automatiquement et l'adresse courriel ne sera plus accessible à partir du mardi 13 février 2024 à 17h00. Les observations recueillies sur ces deux supports numériques seront mises à la disposition de la commission d'enquête dans les meilleurs délais.

Dans les huit jours suivant la clôture de l'enquête, le Président de la commission d'enquête rencontrera le pétitionnaire et lui communiquera les observations écrites et orales du public, consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

ARTICLE 6 : RAPPORT ET CONCLUSIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

La commission d'enquête disposera d'un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête pour adresser au Préfet de l'Essonne (Direction de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial – Bureau de l'Utilité Publique et des Procédures Environnementales – TSA 51101 – 91010 Evry-Courcouronnes Cedex) un rapport qui relatara le déroulement de l'enquête, l'exemplaire du dossier déposé à la mairie de Wissous ainsi que les registres d'enquête déposés dans chacune des mairies concernées et les pièces annexées.

Le rapport comportera le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public.

La commission d'enquête consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables avec réserves ou défavorables au projet.

La commission d'enquête transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à la Présidente du Tribunal Administratif de Versailles.

ARTICLE 7 : CONSULTATION DU RAPPORT

Une copie du rapport des conclusions de la commission d'enquête sera transmise à chaque mairies des commune mentionnées à l'article 1^{er} du présent arrêté, ainsi qu'aux préfectures de l'Essonne et du Val-de-Marne pour y être tenue sans délai à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le rapport et les conclusions seront également consultables sur les sites internet visés à l'article 3.

Les personnes intéressées pourront obtenir communication, à leurs frais, du rapport et des conclusions de la commission d'enquête. Ces demandes devront être adressées par écrit à Monsieur Le Préfet de l'Essonne – Direction de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial – Bureau de l'Utilité Publique et des Procédures Environnementales – TSA 51101 – 91010 Evry-Courcouronnes Cedex.

ARTICLE 8 : AVIS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS

Dès l'ouverture de l'enquête, les conseils municipaux des communes mentionnées à l'article 1^{er} du présent arrêté et les conseils communautaires de la Communauté d'Agglomération Communauté Paris-Saclay, de la Communauté d'Agglomération Val d'Yerres Val de Seine, de l'Etablissement Public Territorial 11 et de l'Etablissement Public Territorial 12 sont appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation environnementale, notamment au regard des incidences environnementales.

Ne peuvent être pris en considération que les avis exprimés, au plus tard, dans les quinze jours suivant la clôture de l'enquête.

ARTICLE 9 : FRAIS D'ENQUÊTE

Tous les frais de l'enquête sont à la charge du groupe Aéroport de Paris (ADP).

ARTICLE 10 : DÉCISION

Conformément aux dispositions de l'article L.181-1 et suivants du code de l'environnement, à l'issue de la procédure, les préfets de l'Essonne et du Val-de-Marne prendront par arrêté une décision autorisant ou refusant la réalisation du projet après information, et éventuellement consultation, du Conseil Départemental de l'Environnement des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST).

ARTICLE 11 : EXÉCUTION

Les Secrétaires Généraux des préfectures de l'Essonne et du Val-de-Marne,
Le Directeur Départemental des Territoires de l'Essonne,
Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
Les Maires des communes visées à l'article 1^{er} du présent arrêté,
Les membres de la Commission d'enquête,
Le pétitionnaire, le groupe Aéroport de Paris (ADP),
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs des préfectures de l'Essonne et du Val-de-Marne et dont une copie est transmise pour information aux Sous-Préfets de Palaiseau et de L'Hay-Les-Roses.

Le Préfet de l'Essonne


Bertrand GAUME

La Préfète du Val-de-Marne


Sophie THIBault

